CENTRE DE RECHERCHES EN ECONOMIE
APPLIQUEE
=-=-=-=-=-=-=-
ALGER

Centre de Recherche en Economie
Appliquée pour le Développement
CREAD
DOCUMENTATION
DATE D'ENTRÉE.....
N° D'ORDRE.....RPC 1063

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET INDEPENDANCE ALIMENTAIRE

Communication présentée par : N. B O U R E N A N E

Journées internationales de reflexion sur l'agriculture : 23 - 24 et 25 Février 1982
CASABLANCA

CREAD
مصلحة الوثائق والموارد عبر الأنترنت
مركز البحث في الإقتصاد التطبيقي من أجل التنمية

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET INDEPENDANCE ALIMENTAIRE

La dépendance alimentaire croissante des pays sous-développés vis-à-vis des principaux pays exportateurs de produits agricoles constitue depuis plusieurs années déjà une préoccupation pour tous ceux qui se sentent concernés par l'avenir du tiers-monde ; et son aggravation est à la base d'une inquiétude croissante des gouvernants dans ces Etats. Les pays du maghreb, notamment l'Algérie n'échappent pas à une telle situation. Les propositions faites par l'Algérie au sommet de CANCUN sont au moins pour partie l'expression d'une réelle anxiété avec la prise de conscience du danger que fait peser sur ce pays le recours croissant aux importations alimentaires (1).

L'interiorisation des risques potentiels que font courir ces importations alimentaires croissantes est telle aujourd'hui qu'une véritable psychose semble s'être emparée des pouvoirs en place dans les pays sous-développés. La toile de fond sur laquelle s'élaborent depuis quelques années les politiques économiques nationales et les programmes d'action proposés ou finances par les institutions internationales spécialisées (F.A.O/PNUD/Agences de développements, etc...) est constituée par la phobie d'une famine. Le désarroi semble si grand que les gouvernements ont tendance, soit à accepter sans étude ni analyse critique préalable des projets dits de développement agricole ou rural initiés par des organismes internationaux et étrangers (privés ou publics), soit à se lancer dans des politiques de développement agricole "tous azimuts" sans définir au préalable un ordre de priorités pour le moyen et le long terme. De nombreux pays africains semblent se situer dans la première perspective, l'Algérie dans la seconde.

---

(1) A titre indicatif, déjà en 1977, plus de 46% des apports caloriques et près de 36% des apports protéiques à la ration alimentaire résultaient directement de la consommation des denrées importées. L'évolution des importations alimentaires depuis porte à croire que le déficit s'est aggravé.

Se faisant, il est interessant de noter que dans les deux cas, la croissance de la production agricole (qui est devenue de façon abusive l'indicateur et "l'objectif du développement agricole) est recherchée par le recours à des inputs largement importés et correspondant aux modèles techniques de production en usage dans les pays capitalistes développés. On importe de ces derniers, à la fois les moyens de production (semences, engrais, P.P.S., bétail, machines, équipements, etc...) et les "experts". Le développement agricole consiste alors à assurer grâce au concours de ces spécialistes l'adaptation des moyens aux conditions locals et l'initiation des producteurs à ces nouveaux procédés. C'est soit la révolution verte qui se met en place, soit un secteur de production pour l'exportation. Nous connaissons aujourd'hui les effets de la promotion de ce dernier dans des régions comme le sahel. Il est possible également d'apprécier les résultats de la première, là où elle semble avoir bien réussi, en Amérique Latine et en Inde par exemple. Ce dernier pays(1) a certes aujourd'hui une balance cérèalière excédentaire, mais les mouroirs continuent d'y exister et sont toujours aussi bien"alimentés".

Bien que l'examen critique des expériences indienne et Latino-américaines serait instructif à plus d'un titre, nous nous proposons de placer la réflexion sur un autre plan. On essayera de mesurer l'efficacité de ce modèle de production dans son cadre originel (les agricultures des pays capitalistes développés) pour tenter ensuite de situer les effets probables de sa généralisation dans nos pays.

I - Efficacité technique et sociale du modèle de production proposé.

Le modèle technique de base en oeuvre dans les agricultures occidentales, européennes ou nord-américaines, se fonde sur une forte mécanisation du procès de travail, sur une "chimisation" sans cesse croissante et sur une consommation élevée d'une énergie ayant pour origine les hydrocarbures.

---

(1) Ce pays dispose de l'un des plus importants potentiels humain scientifique du monde. Donnée que plus d'un oublient dans la comparaison avec les autres pays sous-développés.

Le résultat le plus spéctaculaire atteint grâce à ce modèle est sans conteste l'accroissement sensible des niveaux de production. Les rendements ont ainsi pu faire en l'espace de deux décennies des bonds jusque-là inégalés, et les productions des principales denrées alimentaires ont atteint dans les pays capitalistes développés des seuils qui rendent nécessaire la mise en place de politiques visant à limiter toute élévation de la production. Les conflits ouverts ou larvés qui opposent les U.S.A. et les pays de la C.E.E. , ces derniers entre eux et chacun d'eux avec certaines catégories de producteurs en sont des exemples.

Mais les autres résultats et les conditions dans lesquelles la généralisation du modèle a pu se faire dans les pays capitalistes développés amènent à relativiser ce" succés ".

Plusieurs éléments portent à croire que ce modèle a atteint ses limites dans les pays où il s'est le plus systématiquement développé, notamment, aux U.S.A. Pour ce pays la stagnation (si ce n'est la régression) probable du taux de croissance de la productivité globale entre 1980 et 2000 constitue un premier indicateur. Un second nous est fourni par l'examen de l'évolution des rendements. Ils ne se sont accrus entre 1965 et 1979 que de 1,2% par an contre 2,6 % entre 1950 et 1965.

En fait , ce modèle a bénéficié au départ de conditions particulièrement favorablesqui ne peuvent plus être réunies aujourd'hui: il a pu se généraliser grâce l'existence d'importantes réserves foncières. Or l'extension des surfaces semblent avoir atteint aux U.S.A ses limites. Il a reposé sur une augmentation considérable des superficies irriguées - celles-ci ont pratiquement doublé depuis 1944. Mais là également les accroissements ne peuvent qu'être négligeables. En fait l'abaissement des nappes (synonyme d'accroissement des coûts)et les remontées de sel sur 25 à 35% des terres irriguées de l'ouest (zone qui compte plus de la moitié des superficies irriguées des U.S.A.) militemt en faveur de l'hypothèse d'une regression des aires irriguées.

Mais ce ne sont pas là les seuls éléments agro-techniques qui poussent à une certaine réserve quant à la généralisation de ce modèle dans nos pays. Celle-là découle de la prise en compte d'autres aspects du même ordre.

- D'une part il s'est accompagné d'une forte spécialisation régionale. Aujourd'hui celle -ci s'avère difficile à remettre en cause car elle soulève des problèmes d'ordres technique ,économique et socio-politique.

- Il s'est d'autre part développé grâce à un niveau bas des prix des inputs d'origine pétrochimique. Aujourd'hui la situation a largement changé et leurs coûts ne cessent d'augmenter (1).

- Sa mise en oeuvre n'est pas par ailleurs sans effets sur les sols. La quantité et la composition des produits chimiques auxquels il faut avoir recours contribuent dans une large mesure à accroitre la fragilité des sols, à les polluer et à rompre les équilibres écologiques, notamment par la destruction des prédateurs naturels.

- Les conséquences sont également graves au plan de l'alimentation et de la santé des populations dans les pays du tiers-monde où la quasi-totalité des paysans sont analphabètes et où ils n'existent pas de structures de prévention sanitaire, ni de contrôle des pesticides importés. En fait les dangers d'empoisonnement n'épargnent pas les populations des pays développés (cf. en annexe l'article intitulé" ces poisons que nous exportons").

- Au plan de l'emploi, les effets ne doivent pas non plus être sous-estimés. Avec ce modèle technique, on n'assiste pas à une "industrialisation" du procès de travail agricole. Quand bien même il intègre une forte consommation de produits industriels, celui-ci demeure au plan de son organisation largement artisanal, se fondant sur une concentration de tâches au lieu de leur parcellisation, sur une réduction du nombre de travailleurs par exploitation et du nombre d'exploitations (phénomène de concentration fonciere) (2). C'est ce qui confère aux agricultures capitalistes un caractère semi-paysan.

(1) En France, depuis 4 ans les prix des produits industriels auraient augmenté deux fois plus vite que les prix de vente des produits agricoles.

(2) En France, en l'espace de 30ans(1950-1980) presque 2/3 des exploitations ont disparu. Pour l'ensemble de la communauté européenne. un agriculteur aurait disparu en moyenne chaque minute entre 1960et 1975.

Nous nous sommes limités jusque-là à l'examen des effets techniques. Or les conséquences sociales sont bien plus graves dans les pays capitalistes. Dans ces derniers le développement de l'agriculture n'est pas synonyme d'une amélioration de la situation des agriculteurs. En France, après 20 années de modernisation agricole les 2/3 des paysans y ont un revenu équivalent au SMIG. Aux U.S.A. la montée des prix des produits agricoles n'a pas pour autant entrainé une élevation du niveau des revenus des producteurs. En 1980, malgré la hausse des prix, les revenus nets auraient diminué de 25% En fait comme l'ont souligné F. Colson et B. Wolfer dans un article intitulé "l'efficacité économique de l'intensification laitière et la nécessité des aides de l'Etat"(1). , " L'accroissement du capital devient la raison de l'accroissement du revenu agricole". Celui - ci tend à être progressivement rogné au fur et à mesure que le processus de travail s'intensifie. En France, entre 1960 et 1978 le revenu agricole a été multiplié par 1,03 et l'investissement par 2,03. En 1966 , la part du revenu dévolu à l'investissement était de 23%. Il atteignait déjà 45% en 1978. Ceci est indicateur du double fait que le processus d'intensification ne se fonde pas et n'assure pas une baisse des coûts de production, qu'il repose sur un processus de marginalisation et de soumission croissante du producteur au capital, d'où un endettement croissant des agriculteurs. En france (qui est avec l'Italie le pays de la C.E.E. où la part du revenu agricole consacrée à l'investissement est en moyenne la plus faible) l'endettement a été multiplié par 4,3 entre 1960 et 1978 malgré des transferts (de toutes sortes)et une aide de l'Etat en faveur de l'agriculture en constante augmentation.

En fait si ce modèle a pu acquérir une telle généralisation, c'est bien parcequ'il a été le moyen électif par lequel l'agriculture a pu être soumise au capital industriel. Ajourd'hui, l'agriculture apparaît dans les pays capitalistes développés comme un appendice à l'industrie. Sa fonction principale et quasi-unique a consisté à assurer la reproduction élargie du système productif industriel et à favoriser une accumulation élevée du capital industriel

---

(1) L'efficacité économique de l'intensification laitière et la nécessité des aides de l'Etat in Economie rurale n°145 5e numéro 1981 S.F.E.R. France.

de deux manières, par une offre de denrées alimentaires à bas prix et par une demande croissante en produits industriels; tout celà se faisant au détriment des consommateurs(1) et des producteurs agricoles. Aujourd'hui les problèmes de toutes sortes auxquels sont confrontés ces agricultures et les Etats qui y interviennent sont indicateurs du niveau atteint par la crise de ce modèle. Dès lors on est en droit de se demander pourquoi on nous propose aujourd'hui cette forme d'intensification.

Pour répondre à une telle question, il y a lieu de situer les implications techniques, économiques et sociopolitiques, dans le moyen terme, de l'adoption de ce modèle par nos pays.

II - Le prix de l'indépendance alimentaire.

On peut faire l'hypothèse selon laquelle l'adoption et la généralisation du modèle produirait les effets escomptés au plan de l'élévation de la production, dans le court terme(2). On peut même supposer que le résultat le plus immédiat serait la réduction dans des proportions importantes de la dépendance alimentaire, que la production nationale couvrirait la quasi-totalité des besoins nutritionnels de la population(3).

Avec ou sans ces résultats, la mise en place à grande échelle de ce type de développement agricole aurait comme implications techniques :

- la modification du système de culture, la création de zones homogènes portant les mêmes variétés et la disparition des systèmes de productions actuels.

---

(1) Qui apportent l'essentiel des fonds transférés par l'Etat à l'agriculture (sous forme de contributions diverses) et qui sont pour l'essentiel des travailleurs non détenteurs de capitaux.

(2) Hypothèse tout à fait irréaliste même dans la perspective d'une généralisation dans nos pays de la révolution verte.

(3) On peut "réver" comme certains déboucher dans les pays du maghreb, grâce à l'adaptation des variétés de semences importées, à l'autosuffisance en céréales pour l'alimentation humaine et même pour la production de viandes (céréales secondaires ...).

- la substitution aux semences locales de semences importées non reproductibles localement.

- Un accroissement substantiel du recours aux engrais chimiques au détriment des autres formes de fertilisation.

- une élévation conséquente de l'emploi des pesticides et des herbicides au détriment des procédés jusque là utilisées

- la substitution de moyens mécaniques importés à la force de travail peu rentable et inefficace. Celle-ci ne peut s'acquitter des opérations avec autant de précision (semis en ligne, etc...), ni dans les délais exigés (importance des récoltes et volume de travail disponible, etc...).

Les résultats seraient à moyen et à long terme la disparition du savoir faire local (notamment en matière de tri, de préparation et de conservation des semis ou de la production), du capital génétique (par la substitution des espèces hybrides aux semences en usage auparavant), et la séparation d'activités jusque-là relativement bien intégrées (notamment des productions végétale et animale); autant d'éléments indicateurs du développement d'un processus de dépendance technologique difficilement réversible dans le domaine agro-alimentaire.

Ainsi l'indépendance alimentaire obtenue dans le court ou le moyen terme se transformera-t-elle avec la dépendance technologique, en une dépendance alimentaire à moyen et long terme qu'on ne pourra plus rompre pour deux ordres de raisons. D'une part parce qu'on ne contrôle pas les moyens de production des produits industriels destinés à l'agriculture, d'autre part parceque des modifications difficilement réversibles auront été introduites dans les formes de production et les habitudes de consommation alimentaires. Il suffira alors que l'un des inputs vienne à "manquer" pour qu'on soit obligé de recourir à l'importation de denrées de substitution (dont la distribution et souvent contrôlée par les mêmes multinationales et les mêmes puissances qui ont la mainmise sur la production des inputs). Ainsi le cercle de la dépendance alimentaire se trouvera refermé.

A plus long terme encore, une fois que la généralisation du modèle aura produit des effets au moins aussi néfastes au plan technique que ceux observables ici et là (principalement dans les pays capitalistes développés), on sera obligé de recourir aux mêmes fournisseurs pour négocier - cette fois en position de plus grande faiblesse - La substitution d'autres modèles à celui devenu défaillant. C'est à nouveau le cercle de la dépendance technologique qui se referme.

Les implications socio-économiques et politiques de la généralisation du modèle ne doivent pas non plus être négligées. La mise en place et son extension impliquent une regression et une disparition de l'autoconsommation aussi bien productive qu'humaine celà est inévitable avec la spécialisation et le recours aux produits intermediaires d'origine industrielle. Elles sont également synonymes d'une baisse de la population active agricole occupée et d'un remembrement des exploitations.

Les conséquences à ce type de généralisation des rapports marchands sont multiples :

- Une prolétarisation, un exode agricole et rural en accroissement rapide. Elle s'accompagnera inévitablement d'une augmentation de la demande en produits jusqué-là autoconsommés et autoproduits (ce qui en soi peut être une source de tensions et de conflits sociaux au cas où la production agricole n'augmentait pas en conséquence). La pression sur la marché de travail non agricole connaitra la même évolution, l'essentiel de la population jusque-là partiellement occupée se trouvant totalement libérée. Les phénomènes migratoires ne pourront que gagner en intensité et avec eux des bidonvilles de la malnutrition, de la mortalité des populations urbaines, etc...

L'ensemble de ces caractères traduit une augmentation incontrôlé du volume des populations marginalisées par ce type de développement agricole. Celui-ci s'avère être ainsi une source d'aggravation des inégalités sociales existantes et de multiplication des conflits sociaux. Ces derniers ne pourront induire qu'une augmentation et un développement de la repression, car les pouvoirs en place n'auront plus les moyens de remettre en cause le modèle de production agricole ainsi adopté. C'est ainsi que se met en place ou que s'élargit le cercle de la violence et que se creuse le hiatus séparant les couches sociales les plus pauvres du pouvoir d'Etat.

- Une autre conséquence résidera dans la modification des modèles de consommation alimentaire des couches les plus aisées. Celles-ci attendront de ce type de développement, une amélioration qualitative de leur ration alimentaire. Elle ne pourra provenir - (Le modèle de consommation inhérent au modèle de production y oblige) que d'une augmentation des viandes au détriment des céréales; ce qui n'est pas sans effet sur la part de la production céréalière destinée jusque-là à la consommation humaine (compte tenu du caractère fini des augmentations des emblavures) du plus grand nombre, sur le rôle des autres productions agricoles et sur les importations de denrées alimentaires. A ce niveau également, tout pouvoir d'Etat se retrouvera pris dans un dilemne, celui de satisfaire les besoins du plus grand nombre (condition d'une "paix sociale") et de répondre aux attentes de minorités socialement et économiquement importantes. Dans cette perspective les solutions envisageables conduisent (compte tenu des formes d'organisation politiques en place actuellement et de leur faible efficacité dans la mobilisation sociale) à une aggravation et un aiguisement des contradictions sociales.

- Une augmentation du revenu brut des producteurs agricoles assortie d'une baisse tendancielle de la productivité des consommations intermédiaires en valeur et en volume (phénomène aujourd'hui persistant dans les agricultures européennes et nord-américaines) pourra être escomptée. Ceci aura pour conséquence la naissance d'un dilemne (qui ne fera que s'aggraver) au niveau des producteurs, satisfaire les besoins en biens de consommation croissants (notamment du fait d'une baisse de l'autoconsommation) ou augmenter la part dévolue aux investissements.

Si la première solution est retenue, compte tenu de l'élévation continue du prix des inputs agricoles (largement importés), c'est un processus de décapitalisation qui se met en place, c'est-à-dire une aggravation des inégalités sociales dans les campagnes, une accentuation du processus de prolétarisation, et ... une source supplémentaire de conflits et de "problèmes" sociaux que l'Etat devra gérer.

Si au contraire la part du revenu affectée aux investissements tendent à croitre au détriment de la consommation, des problèmes de reproduction de la force de travail agricole ne tarderont

pas à se poser, celle-ci devenant de plus en plus fragile. Une telle évolution ne pourra se faire sans provoquer une réaction de plus en plus organisée des producteurs (ce qui se passe aujourd'hui dans des pays aussi différents que la France et l'Inde nous semble en être le reflet) pouvant aller jusqu'à menacer l'existence du pouvoir d'Etat.

Trois perspectives pourraient retarder une telle transformation sociale des producteurs, l'endettement, l'augmentation des ressources extérieures et la transformation en exploitants à temps partiel ainsi que les transferts directs ou indirects opérés en leur faveur par l'Etat. Dans la réalité sociale des pays capitalistes développés, ces voies se sont combiné s. En France par exemple, l'accroissement de l'endettement (multiplié par 4,3 en l'espace de 16 ans) entraina avec lui un renforcement du système de crédit au détriment des producteurs. Ces derniers n'ont d'autres choix à la soumission aux régles de gestion imposées et définies par les caisses de crédit. Au même moment le nombre d'exploitants à temps complet a diminué de 3,6% par an (près de la moitié des exploitants étaient occupés à temps partiel en 1978)(1); en 1978 la part du revenu des ménages agricoles liée à des revenus extérieurs (hors transferts sociaux) a été de l'ordre dd 28% Toujours pour le même pays, 10% au moins du revenu agricole a pour origine un soutien des prix et la moitié du revenu agricole n'est pas fonction de la quantité de travail appliqué, mais des décisions de l'Etat en matière de dépenses au bénéfice de l'agriculture(2). Un tel système a pu fonctionner et se maintenir grâce à un ensemble de mécanismes de mobilisation du surplus produit dans les autres secteurs d'activités économiques et dans d'autres pays dépendants. Ceux-là n'existent pas dans le cadre de nos pays, et les ressources minières susceptibles de couvrir un tel développement ne sont pas indéfiniment renouvelables. Aussi, elles nous semblent à écarter. Mais quand bien-même l'une ou l'autre solution pourrait-être envisagée, sa mise en oeuvre implique le recours à un endettement externe. Celui-ci ne pourra être contracté que sous certaines conditions, et la "vérité des prix" n'en est pas des moindres.

---

(1) F. Jacquet et Y. Madeline: comment faire face avec un revenu stagnant à la nécessité d'une capitalisation croissante in Economie rurale n°145/1981.

(2) C. Roger : Aides de l'Etat et revenu agricole - in Economie rurale n° 145/1981.

Au bout du compte et en simplifiant puisqu'on n'a même pas pris en compte la nature différenciée des composantes sociales agricoles et non agricoles de nos pays, on se rend compte que la généralisation - (déjà en cours) de ce modèle de production risque de produire des effets difficilement contrôlables aux plans technique, économique, social et politique, sans même assurer l'indépendance alimentaire.

III - Le faux chantage.

Ceci nous amène au terme de cette brève analyse à nous demander si, à travers l'exportation en direction de nos pays de ce type de développement agricole, les pays capitalistes développés et les multinationales - L'agribusiness - ne cherchent pas à assurer (à notre détriment et avec notre collaboration) la réunion des conditions du maintien et d'élargissement de leurs profits, de plus en plus menacés dans leur agriculture.

Dans ce cas, n'y a t-il pas lieu de suspecter les pratiques qui tendent à accréditer - grâce aux mass média notamment - la réalité du chantage alimentaire et à attribuer un pouvoir absolu au "pétrole vert". Est-ce que leur développement ne vise pas justement à asseoir les conditions d'une soumission technologique au plan agro-industriel de nos pays ?

Plusieurs indices portent à croire que si l'"arme alimentaire" existe, elle serait en fait au moins à "double tranchant ", et qu'elle jouerait plus en notre faveur qu'au profit de ceux qui la brandissent. L'exemple des U.S.A. est de ce point de vue fort instructif :

Ce pays a une position dominante sur la marché mondial des céréales (1). Pourtant, il n'est pas arrivé à imposer en accord avec les autres grands exportateurs une augmentation des prix.

Les U.S.A. ont tenté d'imposer à l'URSS en 1980 un embargo céréalier. Celui-ci a eu les effets inverses à ceux escomptés. D'une part, il a ouvert des possibilitésaaux autres concurrents, d'autre part il a provoqué un mécontentement au sein des producteurs américains.

---

(1) 46% du blé et 84% du maïs exportés en 1980. Cf A. Revol et C. Riboud "Les Etats Unis et la stratégie alimentaire mondiale" p. 75.

Ainsi l'usage de l'arme alimentaire paraît relativement limitée et de faible portée à la fois pour des considérations internes à chacun des pays exportateurs et pour des raisons qui tiennent à la nature des rapports économiques liant (ou opposant) ces pays entre eux.

Dans ce cas, ne faut-il pas mieux ponger à jeter grâce à une politique de recherche agrotechnique soutenue prenant pour base de travail, les procédés culturaux, les techniques et les variétés de produits locaux ainsi que les premiers résultats des recherches en cours dans les pays capitalistes, les fondements d'une réelle indépendance alimentaire parce que reposant sur une indépendance technologique ?

Plusieurs éléments militent en faveur de cette perspective. Trois nous paraissent décisifs. Ils ont été en partie avancés par Alain Revel et C. Riboud :

- D'une part le taux de croissance des rendements par hectare ne peut-être que faibles, Il a à peine été de 1,6 % aux USA entre 1948 et 1973, malgré la réunion de conditions extrêmement favorables. On peut même dire que le recours croissant aux produits intermédiaires (Engrais,...) tant souligné et répété par les promoteurs de la révolution verte ne peut déboucher que sur de piètres résultats. "Aux Etats-Unis l'output agricole par unité d'input variable a décliné de 113 à 103 (indice 100 = 1969) entre 1948 et 1973" (1).

De ce point de vue les objectifs retenus dans le cadre du plan quinquennal en Algérie paraissent irréalistes. Ils se fondent sur une croissance moyenne annuelle du rendement des céréales pour l'alimentation humaine de 2,2% (2).

---

(1) A. Revol et C. Riboud op.cité p.46.

(2) Avec un tel taux d'accroissement, le taux de couverture de la consommation humaine en céréales (compte non tenu des pertes, des prélèvements sous forme de semences et de consommation animales) par la production nationale serait selon les planificateurs de 50 % ! .

- D'autre part le succés de la révolution verte implique l'existence d'importantes ressources financières. Le remembrement des terres, la création ou le développement de structures des vulgarisation, l'acquisition des inputs mis à la disposition des producteurs à un prix bas (au moins les premiers temps) par l'Etat l'exigent.

- Donner la primauté à ce type de développement agricole suppose enfin que les pouvoirs publics mènent une politique encourageant l'investissement prioritaire dans ce secteur, notamment au détriment de l'industrie. Cette dernière étant bien plus productive et moins aléatoire il faudrait que l'Etat dispose de moyens considérables. Dans ce cas la comparaison du rapport coûts/avantages des investissements agricoles et non agricoles milite largement en faveur d'une application au moins restrictive de la révolution verte. Mais alors, la dépendance alimentaire restera importante et on n'aura pas créé les conditions ni a une indépendance agroalimentaire ni d'un développement agricole.

Extrait de la Revue EXPLORE N° 3 oct 1981

C.R.D.I CANADA

"CES POISONS QUE

par ROWAN

En 1971 une nouvelle plaie s'abattait sur l'Égypte. D'innombrables paysans mouraient; d'autres, plus nombreux encore, tombaient malades et plus de mille buffles périssaient. Le coupable était un pesticide, le leptophos, qui s'attaque au système nerveux.

A Sri Lanka, les pesticides ont causé plus de décès (938 pour l'année 1977) que la malaria, le tétanos, la diphtérie, la coqueluche et la poliomyélite réunis (646 pour la même année).

Le Comité sur les insecticides de l'Organisation mondiale de la santé estime que 500 000 personnes souffrent chaque année d'un empoisonnement par les insecticides. Bien que l'issue n'en soit pas toujours fatale, il est à l'origine de beaucoup de souffrances et d'infirmités qui pourraient être évitées.

Dans les pays en développement, cet empoisonnement atteint des taux alarmants. Les victimes sont le plus souvent des paysans pauvres. Leur inexpérience dans la manipulation des produits chimiques modernes et l'absence de modes d'emploi et d'avis de précautions rédigés dans leur dialecte ou dans une langue qu'ils puissent comprendre rend leur métier dangereux.

Circonstance aggravante : des produits interdits dans les nations industrialisées ou qui y sont sévèrement réglementés sont légalement exportés vers les pays en développement.

Une étude de la FAO révèle que la moitié des pesticides employés dans les pays en développement sont des composés organo-chlorés, tels que le DDT et l'aldrine. Le DDT a été banni de la plupart des pays industrialisés parce que la terre et l'eau en retiennent d'importantes quantités après son application et qu'on le retrouve ainsi en concentration dans la chaîne alimentaire où il aboutit finalement dans les tissus graisseux de l'homme.

Samuel Gitonga, agronome en chef à l'Office national de l'irrigation du Kenya, explique : «L'interdiction du DDT dans la plupart des nations industrialisées a eu ses répercussions dans les pays les moins développés. En effet le produit s'y est trouvé soudainement beaucoup plus disponible et moins coûteux, en raison de la baisse de la demande; il est ainsi devenu beaucoup plus concurrentiel que d'autres pesticides d'un usage pourtant moins dangereux.»

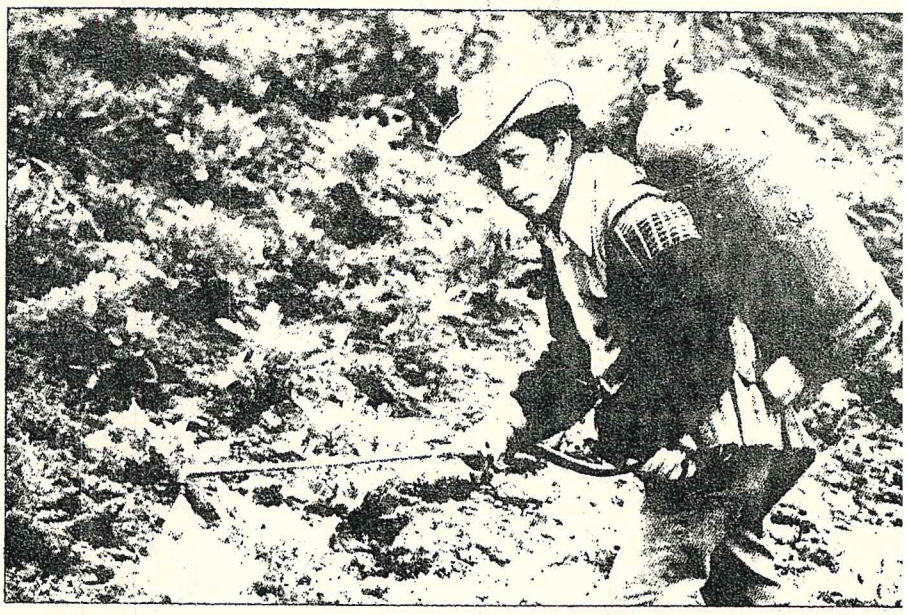
«La philosophie traditionnelle du "laissez-faire" en matière d'exportation est que tout pays souverain est libre de ses propres jugements dans le domaine de la sécurité et des risques sur l'environnement et de la façon dont il entend réglementer ses importations.». Ainsi s'exprime Jacob Scherr, juriste au Conseil de défense des ressources naturelles des É.-U. «En pratique, le système incite aux abus. Comme pour d'autres techniques, l'usage des produits chimiques s'est répandu dans le Tiers-Monde beaucoup plus rapidement que ne se sont élaborées les réglementations sécuritaires. Même là où existent des lois sur le contrôle des produits, beaucoup de pays en développement manquent de ressources techniques qui leur permettraient de surveiller leurs importations et de vérifier les marchandises dangereuses. Devant cette carence, et imbus de l'esprit de concurrence, des fabricants de drogues, de pesticides et autres produits dangereux recourent à des méthodes de vente brutales, à de fausses représentations, quand ils ne corrompent pas tout simplement les fonctionnaires.»

«En permettant l'exportation sans contrôle de marchandises dangereuses, les É.-U. et d'autres pays industrialisés ont fait preuve de "négligence préméditée"», conclut Scherr.

Cette négligence préméditée est telle aux États-Unis que 25 p. 100 des pesticides exportés sont des produits qui ont été ou proscrits, ou sévèrement réglementés ou n'ont jamais été autorisés pour utilisation dans ce pays. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais été étudiés par des experts indépendants quant à leur incidence sur la santé humaine ou sur l'environnement, tandis que d'autres sont connus pour être cancérigènes ou pour causer des malformations congénitales ou des troubles du système nerveux. La législation américaine est explicite : les produits proscrits ou non autorisés peuvent être exportés légalement. Les États-Unis ne sont cependant qu'un des grands exportateurs de pesticides et, si l'on tient compte d'un règlement adopté en 1979 qui exige des exportateurs qu'ils informent leurs acheteurs étrangers des dangers connus des pesticides proscrits, il se pourrait bien que ce pays soit celui qui réglemente le plus consciencieusement les exportations dangereuses.

Même la plus consciencieuse des réglementations peut se révéler inutile. Ainsi, une firme commerciale chargée par les gouvernements américain et canadien d'évaluer les dangers éventuels de certains pesticides produisit des résultats d'expériences falsifiés. Les sociétés multinationales de produits chimiques peuvent aussi éviter la réglementation tout simplement en envoyant séparément les ingrédients d'un pesticide proscrit à un pays en développement, puis en faisant fabri-

Extrait de la Revue EXPLORE No 3 oct 1981
C.R.D.I CANADA



L'inexpérience dans la manipulation des pesticides rend le métier de fermier dangereux. Ces paysans de Sri Lanka et de Colombie (à gauche et à droite) risquent un empoisonnement. Seul le travailleur dans un centre de recherches du Sénégal est bien protégé (au centre).

NOUS EXPORTONS . . ."

SHIRKIE

usines dites "de préparation".

Écoutons maintenant Frederick Rarig, de Rohm & Haas, un fabricant de pesticides : «La sécurité n'est jamais un absolu. Elle ne signifie pas l'absence de tout risque, mais seulement un niveau acceptable de risque. Les gens n'iront pas jusqu'à se priver de nourriture parce qu'il pourrait être dangereux d'empoisonner les insectes.»

Cette argumentation est contredite par David Weir et Mark Schapiro, qui se sont mis en tête de prouver les transgressions des fabricants de pesticides. «Nous sommes, disent-ils, arrivés à une conclusion étonnante : plus de 50 p. 100, et dans certains cas jusqu'à 70 p. 100 des pesticides utilisés dans les pays en développement servent à des récoltes destinées aux consommateurs européens, japonais et américains. Les pauvres et les affamés peuvent bien peiner dans les champs, exposés quotidiennement à l'empoisonnement par les pesticides : ce ne sont pas eux qui mangeront ces produits de la terre que les pesticides auront protégés.»

Ce sont en effet les cultures d'exportation qui consomment le gros des pesticides, notent Weir et Schapiro dans leur livre, *Circle of Poison*†. «Les petits paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance sont tout simplement trop pauvres pour acheter des pesticides», note Roger Benjamin, ingénieur et agronome à la Division des ressources naturelles de l'Agence canadienne pour le développement international. «S'il leur arrive d'utiliser des pesticides, c'est qu'ils en auront reçu gratuitement dans le cadre de quelque programme gouvernemental. Le résultat final pour eux c'est que les pesticides leur rendront le travail de la terre deux à trois fois plus difficile en tuant les prédateurs naturel.»

Circle of Poison met en lumière un autre effet boomerang des pesticides — insidieux celui-là — le "retour à l'expéditeur", si l'on peut dire, de résidus chimiques dangereux dans les produits alimentaires importés. Les autorités des É.-U. ont découvert que 10 p. 100 de ces produits étaient contaminés et contenaient des quantités illégales de pesticides, mais les méthodes analytiques employées ne permettent pas de vérifier les niveaux de résidus de 70 p. 100 de près de 900 pesticides cancérigènes.

Le retour des pesticides peut d'ailleurs se faire par d'autres chemins. Par exemple, le transport atmosphérique de composés du DDT utilisés en dehors de l'Amérique du Nord continue de polluer les Grands Lacs, la plus grande étendue d'eau douce du monde, bien après que le DDT ait été proscrit aux États-Unis et au Canada.

Si les gouvernements ont été longs à reconnaître les problèmes causés par l'utilisation massive des pesticides, ils l'ont été davantage encore à agir. Aux États-Unis, l'administration Carter avait signé un décret créant un système plus rigoureux de notification des précautions à prendre et plaçant certaines substances particulièrement dangereuses sur une liste spéciale, mais le nouveau président l'a annulé au début de cette année.

C'est tout récemment que les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ont adopté des protocoles d'expérimentation des produits chimiques nouveaux et potentiellement toxiques et établi des directives assurant le sérieux des travaux de laboratoire, l'échange de renseignements confidentiels entre gouvernements et l'adoption de données minimales sur les nouveaux produits chimiques avant leur mise en marché. Le ministre canadien de l'Environnement, M. John Roberts, espère que la nouvelle approche de l'OCDE équivaudra à créer «un passeport chimique, en quelque sorte, préalable à l'exportation de ces substances d'un pays à un autre.»

Réglementer l'usage des pesticides peut être un moyen de garder un contrôle sur des pratiques dangereuses, ou de tenter d'y parvenir. Interdire, ou tout au moins réduire sévèrement, l'emploi de ces substances pourrait être un moyen plus sûr et plus efficace. «Il faudra cependant beaucoup de temps avant que les pesticides puissent être remplacés, commente Roger Benjamin. Peut-être est-il impossible de les éliminer parce que, dans les cas d'urgence — quand vos cultures sont l'objet d'une attaque massive de ravageurs ou d'insectes porteurs de maladies — vous avez besoin d'une puissante arme chimique pour les détruire rapidement. Mais les produits chimiques, comme les armes elles-mêmes, peuvent se retourner contre leurs utilisateurs.» □

† Circle of poison: Pesticides and People in a Hungry World, *par D. Weir et M. Schapiro; février 1981; Institute for Food and Development Policy, 2588 Mission St., San Francisco. Cal. 94110. U.S.A.*

ARTICLES ET PUBLICATIONS UTILISES

- S. George :

  Les stratéges de la faim Ed. Grounauer Genève 1981

- M. Labonne et A. Hibou :

  Futur agricole et alimentaire de la méditerranée arabe INRA - Montpellier 1978.

- A. Revel et C. Riboud :

  Les Etats Unis et la stratégie alimentaire mondiale Ed.Calmann-Levy 1981.

- Les actes du séminaire sur l'évolution de la consommation alimentaire en Algérie. C.R.E.A. Alger 1981.

- Plan quinquennal 1980-84 synthèse MARA Algérie 1979.

- D. Bergmann :

  L'avenir de l'agriculture des Etats Unis et donc des échanges agricoles mondiaux - vu a la lumière de deux ouvrages récents.
  In Rev. Franç. d'écon. et de Soc.rurale n° 145. Sept-Oct. 1981.

- F. Colson et B. Wolfer :

  L'efficacité économique de l'intensification laitière et la nécessité des aides de l'Etat.
  in Rev. Franç. d'écon. et de soc. rurale n°145 Sept.Octo. 1981.

- C. Grignon :

  Les conditions sociales de l'intensification
  in Rev. Franç. d'écon. et de soc. rurale n°146 Nov.Déc. 1981.

- F. Jacquet et Y Madeline :

  Comment faire face avec un revenu stagnant à la nécessité d'une capitalisation croissante.
  in Rev. Franç. d'écon. et de soc. rurale n°145 Sept.Oct. 1981.

- A. Pouliquen :

  La question des "transferts" dans le développement agricole en Europe socialiste (URSS et autres pays de l'Est).
  in Rev. Franç. d'écon. et de soc. rurale n°144 Juil. Août 1981.

- P. Pinon :

  Structures et revenus agricoles dans la C.E.E.
  in Rev. Franç. d'Econ. et de soc. rurale n°143 Mai-Juin 1981.

- C. Roger :

  Aides de l'Etat et revenu agricole
  in Rev. Franç. d'écon. et de soc. rurale n°145 Sept.Octo. 1981.